

Sondage *Harris Interactive* pour *Jolpress*

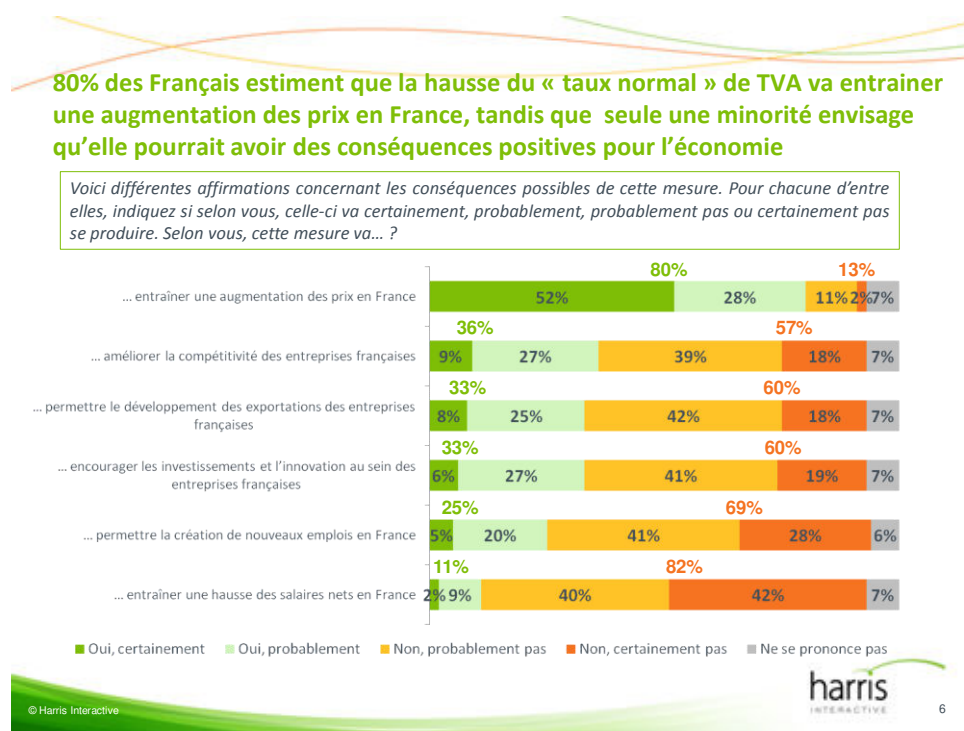
* * * * *

Que retenir de cette enquête ?

- **Près des deux tiers des Français (64%) se déclarent opposés à l'augmentation du taux normal de TVA** pour financer un allègement des charges patronales. Plus d'un tiers (36%) s'y déclarent même « tout à fait opposés ».
- Cette opposition s'explique sans doute par le **sentiment largement partagé par les Français que cette mesure va entraîner une augmentation des prix** (52% jugent cela certain, et 28% probable), **sans pour autant engendrer des effets positifs**, à commencer par une augmentation des salaires jugée très improbable (seulement 11% jugent cela certain ou probable). Les Français sont également sceptiques sur l'effet de cette mesure en matière de création de nouveaux emplois (25% jugent cela certain ou probable), de développement de l'innovation (33%), d'essor des exportations (33%) et même

concernant l'amélioration de la compétitivité des entreprises françaises (36%) – qui constituait pourtant l'objectif principal de cette mesure.

- Notons que **les sympathisants de Droite semblent mobilisés derrière le Président de la République pour soutenir cette augmentation de la TVA** : ils se montrent très majoritairement favorables à cette mesure (73%), **même s'ils semblent peu enthousiastes** (seulement 22% « tout à fait favorables »). S'ils reconnaissent que cela risque d'entraîner une augmentation des prix (69%), **au moins les deux tiers d'entre eux jugent certain ou probable que cette augmentation de la TVA aura les effets positifs escomptés en matière de compétitivité, d'exportation et d'innovation.**



Dans le détail :

Les deux tiers des Français se disent opposés à une augmentation de la TVA pour financer un allègement des charges patronales

64% des Français se déclarent opposés à une augmentation de 1,6 point du taux normal de TVA pour financer un allègement des charges patronales, tandis que seuls 29% indiquent être favorables à cette mesure. Qui plus est, notons que plus d'un tiers des Français (36%) s'y déclare même « tout à fait opposés » (pour 28% « plutôt opposé »), quand seulement 8% s'y disent « tout à fait favorables (pour 21% « plutôt favorables).

Sans que leur adhésion soit réellement massive, les sympathisants de Droite, et en particulier de l'UMP, constituent les principaux soutiens à cette réforme proposée par le chef de l'Etat : respectivement 73% et 79% s'y déclarent favorables, même si la part de personnes indiquant être « tout à fait favorables » reste relativement faible (respectivement 22% et 24%). Soulignons également que **l'adhésion à cette réforme est plus élevée que la moyenne parmi les individus issus de foyers disposant des plus hauts revenus** (48% favorables lorsque les revenus nets mensuels du foyer sont supérieurs à 5 000€), alors qu'elle est très minoritaire parmi les individus aux revenus les plus faibles (20% favorables parmi les foyers dont les revenus nets mensuels sont inférieurs à 1 200€).

Cette opposition s'explique sans doute par le sentiment largement partagé par les Français que cette mesure va entraîner une augmentation des prix, sans pour autant engendrer des effets positifs

Un premier facteur d'explication de cette opposition à la réforme est l'effet négatif qui lui est attribué : huit Français sur dix (80%) s'attendent à ce que cette augmentation de la TVA entraîne une augmentation des prix, et plus de la moitié des répondants estime même que cela se produira « certainement » (52%, pour 28% « probablement »). Alors même que le gouvernement assure que cette augmentation de la TVA n'aura pas d'impact sur les prix. Notons que **ce pronostic d'une augmentation des prix semble partagé par toutes les catégories de population**, puisque même les sympathisants de l'UMP sont une nette majorité à anticiper un tel effet (66%), alors même que certains membres du gouvernement ont assuré qu'il n'en serait rien.

Qui plus est, les Français attribuent à cette augmentation de la TVA un impact positif encore moins probable concernant deux critères économiques essentiels : l'augmentation des salaires nets (11% certainement ou probablement, pour 82% probablement pas ou certainement pas), **et la création d'emplois** (25% certainement ou probablement, pour 69% probablement pas ou certainement pas). Là encore, ce **diagnostic est partagé par toutes les catégories de population** : si les sympathisants de l'UMP se montrent légèrement plus optimistes que la moyenne des Français sur ces deux sujets, ils jugent néanmoins majoritairement qu'un impact positif en matière de salaires ou d'emploi ne se produira probablement pas, voire certainement pas.

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.

Harris Interactive est un institut de référence sur le marché des études (6^{ème} rang mondial des sociétés d'étude ad hoc). La structure française, fondée en 1995 par Nathalie PERRIO-COMBEAUX et Patrick VAN BLOEME sous le nom de Novatris, a rejoint le groupe en mars 2004.

Harris Interactive propose des méthodes d'études innovantes ainsi que des analyses et un conseil stratégique qui aident les clients à prendre des décisions réfléchies et efficaces. Le groupe doit sa réputation aux sondages d'opinion « Harris Poll » et à son rôle précurseur dans les méthodes d'études en ligne. La société a mis en place ce qui, selon elle, constitue le panel le plus important au monde : le Harris Poll Online. Harris Interactive est au service de sa clientèle dans le monde entier grâce à ses bureaux en Amérique du Nord et en Europe. Pour plus de renseignements sur Harris Interactive, veuillez consulter www.harrisinteractive.fr

Contact Harris Interactive en France:

Laurence Lavernhe - 5-7 rue du Sahel – 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy – Directeur du Département Opinion & Corporate - 01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr